

**Décret n° 2012-956 du 27 juillet 2012, portant approbation de la délibération du conseil d'administration de la banque centrale de Tunisie en date du 27 juin 2012, relative à la conclusion d'une convention de prêt ayant pour objet une facilité d'ajustement structurel du secteur financier et bancaire avec le fonds monétaire Arabe.**

Le chef du gouvernement,

Sur proposition du gouverneur de la banque centrale de Tunisie,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 58-90 du 19 septembre 1958, portant création et organisation de la banque centrale de Tunisie, telle que modifiée par les textes subséquents et notamment son article 40,

Vu la loi n° 77-71 du 7 décembre 1977, fixant les relations entre la banque centrale de Tunisie d'une part et le fonds monétaire international et le fonds monétaire Arabe d'autre part,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.

Décète :

Article premier - Est approuvée, la délibération du conseil d'administration de la banque centrale de Tunisie en date du 27 juin 2012, annexée au présent décret, autorisant la conclusion par la banque centrale de Tunisie d'une convention de prêt avec le fonds monétaire Arabe ayant pour objet une facilité d'ajustement structurel du secteur financier et bancaire d'un montant de quinze millions neuf cent trente-cinq milles (15,935) dinars arabes de compte remboursable sur quatre ans.

Art. 2 - Le gouverneur de la banque centrale de Tunisie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 27 juillet 2012

*Le Chef du Gouvernement*

**Hamadi Jebali**

**Par décret n° 2012-957 du 1<sup>er</sup> août 2012.**

Est acceptée, la démission de Monsieur Houssine Dimassi, ministre des finances.

Le présent décret entre en vigueur à compter du 27 juillet 2012.

**Par décret n° 2012-958 du 1<sup>er</sup> août 2012.**

Est acceptée, la démission de Monsieur Mohamed Mahrezi Abbou, ministre auprès du chef du gouvernement chargé de la réforme administrative.

Le présent décret entre en vigueur à compter du 30 juin 2012.

**Par décret n° 2012-959 du 1<sup>er</sup> août 2012.**

Monsieur Slim Besbes, secrétaire d'Etat auprès du ministre des finances chargé des finances, est chargé des fonctions du ministre des finances et assure la gestion des affaires du ministère des finances

Le présent décret entre en vigueur à compter du 27 juillet 2012.

**Arrêté du chef du gouvernement du 6 août 2012, portant fixation des pourcentages des recrutements directs conformément au décret n° 2012-833 du 20 juillet 2012, portant application des dispositions de la loi n° 2012-4 du 22 juin 2012, portant dispositions dérogatoires pour le recrutement dans le secteur public.**

Le chef du gouvernement,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics

Vu la loi n° 2012-4 du 22 juin 2012, portant dispositions dérogatoires pour le recrutement dans le secteur public,

Vu le décret n° 2012-833 du 20 juillet 2012, portant application des dispositions de la loi n° 2012-4 du 22 juin 2012, portant dispositions dérogatoires pour le recrutement dans le secteur public,

Vu le décret n° 2011-4796 du 29 décembre 2011, portant nomination des membres du gouvernement,

Arrête :

Article premier - Sans préjudice des dispositions de l'article 3 du décret n° 2012-833 du 20 juillet 2012 susmentionné, le pourcentage réservé aux recrutements directs au profit des martyrs, des blessés de la Révolution et des bénéficiaires de l'amnistie générale, ou le cas échéant, au profit d'un seul membre de leurs familles, est fixé à 30% des recrutements programmés, dans le secteur de la fonction publique, pour chaque ministère ou établissement public à caractère administratif ou collectivité locale, et à 20% des recrutements programmés pour les entreprises publiques et les établissements publics à caractère non administratif.

Art. 2 – Le chef de l'administration concerné fixe, par décision, le nombre des postes réservés aux recrutements directs et leur répartition selon les grades, et ce, conformément aux pourcentages fixés par l'article premier du présent arrêté.

Art. 3 - Les ministres, les secrétaires d'Etat, les présidents des collectivités locales et les chefs des entreprises et établissements publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 6 août 2012.

*Le Chef du Gouvernement*

**Hamadi Jebali**

#### **Arrêté du chef du gouvernement du 4 août 2012, portant délégation de signature.**

Le chef du gouvernement,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée,

Vu le décret n° 69-400 du 7 novembre 1969, portant création du Premier ministre et fixant les attributions du Premier ministre,

Vu le décret n° 70-118 du 11 avril 1970, portant organisation des services du Premier ministre, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété,

Vu le décret n° 71-133 du 10 avril 1971, portant réorganisation des services du Premier ministre,

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature,

Vu le décret n° 82-1248 du 18 septembre 1982, portant attribution et organisation du centre de documentation nationale, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée,

Vu le décret n° 2007-2790 du 6 novembre 2007, chargeant Monsieur Néjib Obba, conservateur en chef des bibliothèques ou de documentation, des fonctions de secrétaire général du centre de documentation nationale,

Vu le décret n° 2011-161 du 3 février 2011, portant suppression du ministère de la communication et notamment son article 3,

Vu l'arrêté républicain n° 2011-2 du 24 décembre 2011, portant nomination du chef du gouvernement.

Arrête :

Article premier - Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article premier du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Néjib Obba secrétaire général du centre de documentation nationale, est autorisée à signer par délégation du chef du gouvernement tous les actes entrant dans le cadre de ses attributions à l'exception des actes à caractère réglementaire.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 4 août 2012.

*Le Chef du Gouvernement*

**Hamadi Jebali**

#### **MINISTERE DE LA JUSTICE**

#### **Par décret n° 2012-960 du 27 juillet 2012.**

La classe exceptionnelle à l'emploi de directeur d'administration centrale est accordé à Monsieur Mahmoud El Boughalmi administrateur conseiller chargé des fonctions de directeur des affaires de la magistrature et des professions auxiliaires de justice au ministère de la justice.